

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS
A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

L'impérialisme anglais

On parle beaucoup de l'Angleterre depuis quelque temps. On en parle même souvent à tort à travers. Pour la connaître, pour se rendre un compte exact de la politique qui est actuellement la sienne et qui provoque les manifestations et les armements dont nous sommes les témoins, il serait nécessaire de l'étudier non pas chez nous, mais chez elle.

On comprendrait mieux alors ce qu'est « l'impérialisme anglais », ses origines, sa raison d'être. On en aurait bien vite trouvé le secret, dans la crainte qu'éprouve l'Angleterre pour l'avenir de son industrie, de son commerce, de ses colonies, qu'elle sent menacées par suite d'une quantité de faits politiques et économiques nouveaux, au premier rang desquels il faut placer : l'énorme accroissement pris par l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie; l'ouverture de voies nouvelles au commerce du monde et en première ligne le Transsibérien qui s'achève; le morcellement, sinon le partage de la Chine, d'ores et déjà commencés; la découverte de l'Afrique dont les profondeurs, naguère inconnues, ont été pénétrées de toutes parts, etc.

Il y a un certain temps déjà que ces préoccupations de la Grande-Bretagne étaient à l'état latent; elles viennent d'éclater à la pleine lumière. Si notre pays a plus partiellement porté le poids de la mauvaise humeur de sa voisine d'Outre-Manche, c'est surtout parce que la France s'est rapprochée de la Russie. Mais qu'on en soit certain, là n'est point la cause même de cette mauvaise humeur. Cette cause est tout entière dans l'appréhension dont nous parlions tout à l'heure. Pour se rendre compte des motifs qui l'inspirent, il suffit de lire un ouvrage des plus intéressants, publié naguère, par un des hommes politiques les plus connus de l'Angleterre.

Cet ouvrage, comme beaucoup de faits étrangers qui, en France, passent trop souvent inaperçus, mériterait de retenir l'attention. Il portait un titre suggestif : « *Problems of Greater Britain* », ce qui signifie : questions relatives non pas seulement à la Grande-Bretagne, mais à « la plus Grande Bretagne », s'accroissant et s'agrandissant, toujours et sans cesse.

Dans ce livre sir Charles Dilke nous fait accomplir un véritable voyage à travers le monde britannique. De l'Amérique du Nord il nous conduit en Australie, dans l'Afrique du Sud, dans l'Inde, dans les autres colonies anglaises. Il étudie l'avenir de celles-ci, il en analyse les lois et les ressources et, tout en préconisant en faveur de toutes les parties du monde anglais la plus large autonomie, il insiste sur la nécessité d'établir entre toutes ces parties, au point de vue d'une commune défense, un lien plus ferme et plus fort.

La préface du livre de sir Charles Dilke est curieuse. C'est une réédition des vers fameux où Pitt, au siècle dernier, invoquait « Neptune, père et protecteur de la Grande-Bretagne ».

On y retrouve le même sentiment d'orgueil national et de cosmopolite ambition.

« L'empire britannique, dit notamment sir Charles Dilke, avec ses protectorats et sans parler même de ses sphères d'influence moins définies, a une étendue qui représente trois fois environ celle de l'Europe entière; il a des revenus s'élevant à près de 5 milliards 1/2; son commerce maritime est la moitié de celui du monde entier. Cet empire qui a des possessions sous toutes les latitudes, produit tout ce qui sert à alimenter le commerce et la vie. Nous possédons les plus importants marchés de grains et de laine, les plus grandes forêts, les plus précieuses mines de diamant qu'il y ait au monde... »

Ce bilan par *doit et avoir* que sir Charles Dilke développe tout au long dans ses deux volumes, caractérise très exactement l'état d'âme de la nation anglaise qui, pour se convaincre qu'elle est la première du monde, commence par inventorier ses grains, son café, son thé, sa laine, son fer, son charbon.

Le Français, lorsqu'il exalte son pays, est toujours plus ou moins enclin à rééditer « l'ode à la Colonne »; l'Anglais, lui, énumère ses docks, ses magasins, ses navires; et quand il voit le chiffre s'en accroître, il dit : « *All right* » Mais quelle grimace lorsqu'il constate ici ou là, le progrès de la concurrence étrangère, ou si les statistiques lui apprennent que le trafic de Hambourg est en train de dépasser celui de Liverpool. En un mot, c'est là, c'est dans cette appréhension, constante et de plus en plus vive, de voir grandir ses rivaux et diminuer sa puissance économique et commerciale, qu'il faut chercher la raison d'être de « l'impérialisme anglais ». Qu'en adviendra-t-il au XX^e siècle ?

C. R.

L'affaire Dreyfus

Le *Matin* est en mesure d'annoncer que l'enquête ouverte par la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur le cas de Dreyfus, sera close dans les derniers jours du mois de janvier.

Le gouvernement a fait tout ce qui lui était possible pour que cette enquête, qui a soulevé déjà tant de passions, arrivât à son terme dans le plus bref délai.

Aujourd'hui, on prévoit d'une façon à peu près certaine que la liste des témoins à entendre par la Chambre criminelle sera épuisée du 15 au 20 du présent mois.

Puis la Cour, en attendant la réception du questionnaire adressé à Dreyfus, expédié de Cayenne par le paquebot du 3 janvier et qui parviendra à Paris vers le 25, terminera l'examen de divers dossiers connexes à l'affaire.

On espère, au Palais, qu'après avoir pris connaissance du questionnaire auquel aura répondu le prisonnier de l'île du Diable, ainsi que de la commission rogatoire envoyée télégraphiquement au président de la Cour d'appel de Cayenne, la Chambre criminelle pourra, sans avoir besoin d'interroger Dreyfus en personne, clore l'enquête ouverte depuis le 1^{er} novembre dernier.

Dans ces conditions, on est convaincu, dans le monde judiciaire, que les débats touchant la requête en révision du procès de 1894, pourront venir en audience publique dans la première quinzaine du mois de février. C'est M. Laurent Athalin qui sera chargé des fonctions de conseiller rapporteur.

Esterhazy

Les journaux annoncent qu'un mandat de comparution, visant le commandant Esterhazy, vient d'être décerné par la Chambre criminelle. Ce serait le 12 janvier qu'Esterhazy devrait comparaître.

D'après M. Cabanes, avocat du commandant, ce n'est pas un mandat de comparution qui a été décerné contre Esterhazy, mais une simple citation à témoin, à la requête de M. le président Lœw. La citation est pour le 17 janvier, et non pour le 12.

M. du Paty de Clam

La *Liberté* croit savoir que la Cour de cassation a reçu la déposition de M. du Paty de Clam, sur lequel elle a enquêté longuement et complètement.

Une lettre de M. Paschal Grousset

M. Paschal Grousset, député de Paris, adresse au procureur général près la cour de cassation, une lettre dans laquelle il réclame la production de la pièce apocryphe du dossier Dreyfus, attribuée à l'empereur d'Allemagne, pièce qu'il considère comme essentielle.

La nouvelle Ligue

Pour dire que la Ligue de la Patrie française a une bonne presse ce matin, écrit aujourd'hui la *Petite Gironde*, non, elle n'a pas une bonne presse; pour dire qu'elle en a une mauvaise, non, elle n'en a pas une mauvaise, car le mot mauvais ici ne suffit pas. Elle en a une détestable, une horrible, une enragée même, et nous ne savons si en cherchant bien, en dehors des journaux qui l'ont lancée ou de quelques autres de longue date irréductiblement antirévolutionnistes, on pourrait découvrir un seul organe de la presse qui la juge avec un grain d'impartialité, de sang-froid, ou même simplement d'indulgence. Jamais acteurs de talent ne recurent, en paraissant devant, nous ne dirons pas le public, mais plutôt une cabale, ne reçurent pareille bordée de pommes cuites. Depuis le ricanement jusqu'à l'injure, toute la lyre y est. Vous allez en jugez en commençant par les plus modérées, et notre confrère de Bordeaux fait nombre de citations à l'appui de son dire.

A l'île du Diable

La dépêche suivante a été reçue à Paris cette après-midi :

« Londres, 6 janvier.

« Un télégramme de Cayenne au *Daily Telegraph* dit que le médecin en chef de l'administration pénitentiaire est parti ce matin pour l'île du Diable sur la demande du commandant de l'île. Depuis trois jours, Dreyfus serait, dit-on, malade de la dysenterie. »

Le ministère des colonies n'a reçu jusqu'à présent aucune nouvelle relative à une maladie d'Alfred Dreyfus.

M. EDOUARD HERVÉ

M. Edouard Hervé, de l'Académie française, directeur du *Soleil*, est mort mercredi soir, à neuf heures, en son domicile, 29, rue de Lisbonne, comme nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro.

Il a succombé à une maladie de cœur. Il avait soixante-trois ans.

Brillant lauréat du concours général, brillant élève de l'École normale dont il était sorti le premier de sa promotion, M. Edouard Hervé renonça à faire sa carrière dans l'enseignement pour se jeter dans le journalisme. Il collabora à la *Revue de l'Instruction publique*, à la *Revue contemporaine*, au *Temps*, à l'*Epoque*. Il créa, avec J. J. Weiss,

le *Journal de Paris*, qui fit au régime impérial une guerre aussi spirituelle qu'acharnée. En février 1873, il fonda le *Soleil*.

A diverses reprises, il avait paru tenté de jouer un rôle politique et fait appel aux suffrages des électeurs. Il ne réussit pas à se faire élire député, mais fut envoyé au Conseil municipal de Paris par le quartier de la Chaussée-d'Autin, en 1881.

M. Edouard Hervé fut, avant tout, un journaliste et un écrivain. Il était à l'extrême opposé des idées que nous défendons ici. Cependant nous tenons à saluer en cet homme de cœur et d'esprit, qui se montra toujours d'une courtoisie parfaite et de la plus haute loyauté, l'un de ceux qui firent, depuis trente ans, le plus d'honneur à la presse française.

INFORMATIONS

La Commission du budget

La commission du budget s'est réunie hier, sous la présidence de M. Mesureur. Elle a examiné plusieurs chapitres du budget des dépenses des postes et télégraphes, qui avaient été réservés.

Un certain nombre de députés qui ont déposé des amendements au budget ont été entendus par la commission. Celle-ci, après discussion, a accepté une partie de ces amendements et ajourné ceux qui avaient pour résultat d'imposer au budget de 1899 de trop lourdes augmentations de crédits.

La commission a ensuite examiné le budget des recettes, autrement dit la loi de finances.

La commission du budget a entendu M. Mougeot, sous-secrétaire des postes et télégraphes.

M. Mougeot a vivement insisté pour le maintien de l'École supérieure des postes et télégraphes, que la commission avait supprimée tout d'abord dans ses prévisions budgétaires. La commission en a accepté le maintien.

La prochaine réunion a lieu aujourd'hui, M. Pelletan, rapporteur général du budget, donnera lecture de son rapport.

M. Lockroy à Toulon

M. Lockroy, ministre de la marine, accompagné du commandant Dariens, sous-chef de l'état-major a quitté Paris, se rendant à Toulon où il passera les journées de samedi, de dimanche et de lundi.

Le ministre va assister à des expériences du bateau sous-marin le *Gustave Zédé* et se rendre compte de l'exécution de différentes décisions qu'il a prises récemment.

Saint-Cyr en Russie

Un accueil particulièrement gracieux a été fait par le czar à la délégation de l'École de Saint-Cyr. Les officiers ont reçu des décorations et les élèves des médailles.

La France et le Siam

Plusieurs journaux ont publié des dépêches annonçant la rupture imminente des relations diplomatiques entre la France et le gouvernement de Bangkok.

D'après les déclarations faites à un rédacteur du *Matin* par un fonctionnaire siamois, en ce moment à Paris, ces nouvelles sont absolument fausses. Ce serait un incident de frontière, sans importance, qui aurait donné lieu à des suppositions inexacts.

A Madagascar

La réception officielle du 1^{er} janvier a été très brillante et particulièrement cordiale. Au banquet du gouverneur général, le

